

**DOSSIER SPÉCIAL:**

28 January 2019

# L'EFFONDREMENT DE LA DETTE MOZAMBICAINE RISQUE DE SE PROPAGER EN ANGOLA

*Alors que la saga du Mozambique sur les prêts dissimulés continue devant les tribunaux nationaux et internationaux, il apparaît de plus en plus évident que le scandale risque de se répandre en Angola. Dans le pays voisin aussi, les preuves d'accords opaques similaires menacent de saper la campagne anti-corruption du gouvernement et l'espoir d'une reprise économique en 2019.*

Le 25 janvier 2019, le Parlement du Mozambique a demandé que l'ancien ministre des Finances du pays, Manuel Chang, soit placé en détention préventive après sa récente arrestation en Afrique du Sud et dans l'attente de son extradition vers les États-Unis. Le Parlement a demandé l'avis des commissions des affaires constitutionnelles et des droits de l'homme pour pouvoir donner suite à cette demande.

Début janvier, la procureure générale du Mozambique

a mis en accusation 18 ressortissants du pays impliqués dans des fraudes concernant deux milliards de dollars de prêts à des entreprises publiques. L'acte d'accusation comprend « des accusations d'abus de pouvoir, d'abus de confiance, d'escroquerie et de blanchiment d'argent ». Ces démarches subites du parlement et de la procureure générale témoignent de la panique croissante au sein du gouvernement du Mozambique et de la pression qui pèse sur lui devant un scandale vieux de trois ans. En 2016, la découverte

de prêts dissimulés avait poussé le Fond monétaire international (FMI) et les donateurs étrangers à suspendre l'aide au pays, déclenchant ainsi un effondrement de la monnaie et une crise de la dette que le pays tente toujours de solder.

### **Le scandale de la dette au Mozambique à son apogée**

L'ancien ministre des Finances du Mozambique, Manuel Chang, fait partie des personnes incriminées. Chang, qui nie avoir commis des actes répréhensibles, est en détention en Afrique du Sud depuis le 29 décembre, dans le cadre d'une procédure engagée par les procureurs américains concernant des emprunts frauduleux. Quatre jours après l'arrestation de Chang, trois anciens banquiers du Crédit Suisse — Andrew Pearse, Surjan Singh et Deletina Subeva — ont été arrêtés à Londres. Un cinquième accusé, Jean Boustani, a été arrêté aux États-Unis. Boustani aurait utilisé le versement de pots-de-vin et de bakchichs via sa société de construction navale Privinvest afin d'obtenir l'aval du gouvernement du Mozambique en faveur d'un système de défense du littoral du pays de 2 470 kilomètres.

Un des projets a été confié à la société publique mozambicaine ProIndicus, qui a sollicité un prêt de 622 millions de dollars américains auprès du Crédit Suisse et de la banque publique russe VTB Capital. Un autre projet, consistant à construire une flotte de thoniers, a



été confié à la société publique Ematum, financée par le Crédit Suisse et VTB Capital pour un montant de 850 millions de dollars. Un troisième projet implique Privinvest : il visait théoriquement à construire un chantier naval, à fournir des navires de guerre supplémentaires et à moderniser deux installations existantes pour desservir les navires de ProIndicus et Ematum. Il est tombé sous le contrôle d'une troisième société appartenant à l'État, Mozambique Asset Management (MAM). Cette dernière a obtenu des prêts d'une valeur de 500 millions de dollars. Tous les prêts ont été assurés par les garanties du gouvernement du Mozambique. Jusqu'en 2017, date à laquelle les remboursements ont commencé à faire défaut.

L'acte d'accusation américain révèle d'importants pots-de-vin et des paiements frauduleux versés aux différents banquiers accusés et aux représentants du







gouvernement du Mozambique. Tous les accusés ont jusqu'à présent nié les allégations.

La procureure générale du Mozambique a toutefois déclaré qu'elle chercherait à ce que les personnes accusées aux États-Unis et ailleurs puissent faire face à la justice au Mozambique. D'autres arrestations sont attendues car plusieurs noms dans l'acte d'accusation américain n'ont pas encore été divulgués.

Début 2016, l'avis de risque d'EXX Africa était l'un des premiers à signaler d'importantes dettes cachées. Ce qui a finalement été confirmé par le gouvernement du Mozambique. Par conséquent, le FMI et les donateurs

étrangers ont suspendu leurs programmes de prêts, déclenchant un effondrement monétaire et un défaut de la dette publique.

Le gouvernement du Mozambique cherche actuellement à restructurer les prêts. En novembre dernier, il a conclu un premier accord avec la plupart de ses créanciers pour restructurer une obligation de 726,5 millions de dollars. L'accord prévoit l'extension des échéances et le partage des recettes attendues de l'exploitation de gisements de gaz offshore. L'accord confirme les prévisions de longue date d'EXX Africa selon lesquelles les créanciers ne rechercheraient pas de mesures punitives

à l'encontre du Mozambique, mais restructureraient leurs dettes avec pour garanties les revenus tirés de l'exploitation du gaz. Cet accord est le premier d'une série de mesures nécessaires pour rétablir les relations entre le Mozambique, les créanciers et les institutions financières internationales, notamment le FMI.

### **Le rôle de Prinvest en Angola**

Alors que le scandale de la dette au Mozambique est à son apogée, le nombre de dirigeants politiques angolais impliqués dans le scandale n'est pas encore entièrement dévoilé. La révélation d'affiliations et



d'accords commerciaux similaires à ceux observés au Mozambique risque de saper la campagne populaire anti-corruption du gouvernement angolais, tout en gênant les hauts responsables politiques du pays et en présentant de nouveaux risques aux yeux des investisseurs étrangers.

EXX Africa a mené une enquête afin d'examiner le rôle de l'élite politique angolaise dans le scandale de la dette au Mozambique et l'existence éventuelle de nouvelles émissions de dette cachées. Au cours de notre enquête, un certain nombre de signaux nous ont alertés : à l'instar des contrats conclus par Privinvest en Angola et des risques pour la réputation du président angolais, João Lourenço.

Nous avons consulté diverses sources mozambicaines



bien informées qui ont indiqué que le président Lourenço avait participé aux accords de Privinvest et ProIndicus. Ces engagements remontent à l'époque où Lourenço était ministre de la Défense, ainsi qu'à son mandat de président de l'Angola depuis septembre 2017.

La découverte la plus significative est que Simportex — la société liée au ministère angolais de la Défense, qui a créé une joint-venture avec Privinvest — a signé deux contrats importants pour un montant total de 122 millions d'euros en 2015 avec des sociétés du groupe italien Finmeccanica (depuis renommé Leonardo). Et ce pour des achats que Privinvest aurait pu fournir elle-même. Le 23 décembre 2015, Simportex a signé des contrats d'achat et de vente d'équipements et de pièces de rechange, des services d'installation et de formation pour équiper un centre national et trois centres de coordination maritime régionaux, ainsi que pour l'installation de plusieurs radars, répéteurs et communications médias sur la côte angolaise.

Le premier accord a été passé entre le ministère de la Défense nationale angolais et la société Selex ES (filiale de Finmeccanica) pour un montant en kwanzas équivalent à 115 millions d'euros. Le second accord prévoyait également l'achat et la vente de deux navires de patrouille ultra-rapides, de pièces de rechange, d'outils et de services de formation. Il est conclu entre le ministère de la Défense nationale angolais et la société Whitehead Sistemi Subacquei (une autre filiale de Finmeccanica) pour un montant en kwanzas équivalent à 7,3 millions d'euros.

À peu près à la même époque que la joint-venture entre le ministère de la Défense et Simportex, l'Angola a conclu un autre contrat avec Privinvest, pour accorder à la filiale française de Privinvest, CMN (qui a construit les bateaux d'Ematum), un projet hydroélectrique.

Les accords avec Privinvest ont été signés entre 2014 et 2015, avant que l'ancien président José Eduardo dos Santos n'ait eu la moindre indication que Lourenço assumerait la présidence. À l'époque, dos Santos cherchait toujours à assurer la succession politique de son adjoint, Manuel Vicente. Lorsque mi-2017 la succession est devenue plus claire (et moins favorable aux objectifs de dos Santos), des tentatives

très importantes de transfert de richesse de dos Santos à Lourenço ont été rapportées. Ces tentatives de transferts concernaient le secteur agricole (augmentation de ses avoirs fonciers à Fazenda Matogrosso), l'exploitation minière et des concessions de construction.

### **L'affiliation de l'Angola à ProIndicus**

Il existe également des indices d'une relation entre João Lourenço et ProIndicus. Une source proche de ProIndicus a rapporté que Lourenço avait visité le projet du Mozambique alors qu'il occupait le poste de ministre de la défense (poste qu'il a occupé de 2014 à 2017). Cette visite est intervenue dans le cadre d'une tentative de Privinvest dirigée par Boustani de lui vendre une offre similaire. En 2016, l'Angola — à travers la société d'achat du ministère de la Défense Simportex — a signé un contrat de 495 millions d'euros d'achat de navires et de capacités de construction navale à Privinvest. Ce contrat représente des similitudes marquantes avec ProIndicus et MAM (en




termes de rédaction et de contenu).

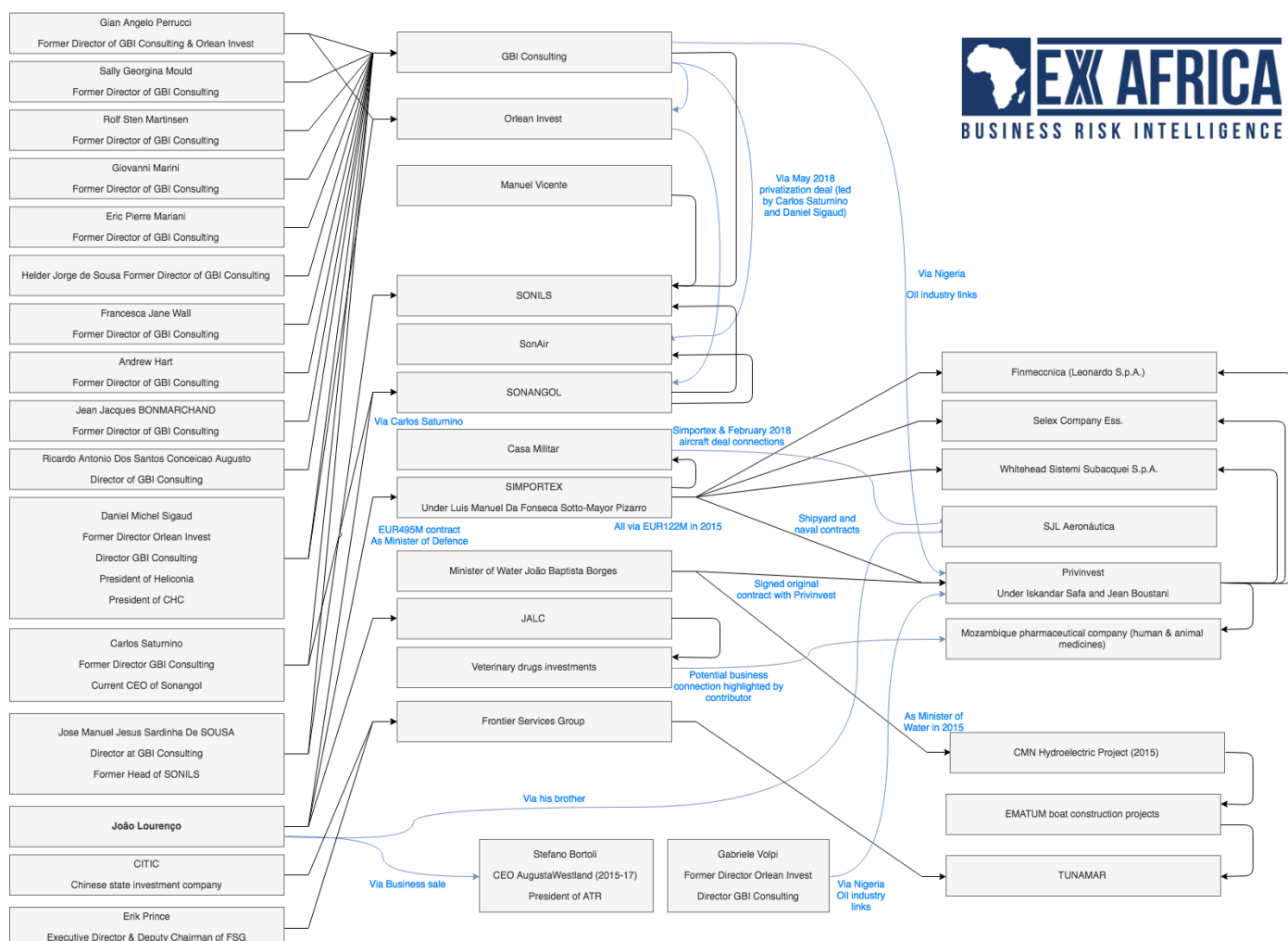
Des sources diverses ont également indiqué que Boustani avait participé à la négociation des contrats de Privinvest en Angola et que la société Consultores e Prestação de Serviços (JALC) de Lourenço avait joué un rôle dans ces négociations. En outre, l'ancien vice-président Manuel Vicente, qui exerce actuellement les fonctions de conseiller économique et financier auprès de Lourenço, doté de pouvoirs et d'une influence extraordinaire sur la politique gouvernementale, a joué un rôle de premier plan dans la négociation des contrats Privinvest en Angola. Vicente a présenté l'homme d'affaires Gabriele Volpi au Mozambique par le biais des relations entre Volpi et Sonangol Integrated Logistic Services (SONILS), une filiale de la Sonangol dont Vincente a été le PDG de 1999 à 2012. D'autres sources signalent que Volpi, avec Boustani, a été à l'origine des liens entre Lourenço et Privinvest. La société de Vicente, Sadissa, a également passé des accords avec Simportex. La divulgation graduelle de ces relations provoque déjà des tremblements de terre parmi l'élite politique angolaise et les journalistes angolais d'investigation ont commencé à traiter de ces affaires. L'attention portée

sur les intérêts commerciaux de Lourenço a été renforcée par la récente révélation de la vente de plusieurs avions légers de l'armée de l'air angolaise à la société de son frère, le général Sequeira João Lourenço, SJL Aeronáutica. Cette vente avait été autorisée par le gouvernement de Lourenço en 2018. La famille du général Sequeira est actionnaire de SJL.

De même, Lourenço a promu l'ancien président de Simportex, Luís Manuel da Fonseca de Sotto Mayor Pizarro, qui a supervisé un certain nombre d'opérations opaques de la société, y compris l'acquisition d'hélicoptères de la série AW1 en octobre 2015. La révélation de telles informations embarrasse le président et commence à saper sa campagne anti-corruption très médiatisée.

## Angola – Le réseau d'influence Privinvest

Dans le cadre de l'enquête menée par EXX Africa sur les accords commerciaux entre le gouvernement angolais et Privinvest, il est apparu qu'un réseau plus large d'individus et d'entités aurait probablement été impliqué dans la relation. Certaines de ces relations sont décrites dans la carte d'influence ci-dessous. 



## Aperçu

Le programme du nouveau gouvernement angolais contre la corruption et pour la libéralisation économique vise à dissoudre la domination politique et économique de son ancienne élite dirigeante. Depuis son entrée en fonction, le président Lourenço a limogé un grand nombre de politiciens influents qui font actuellement face à des allégations de corruption. Le président Lourenço a commencé à éradiquer la domination politique et économique de la famille dos Santos dans le cadre d'une campagne anti-corruption très populaire. Mais pour le moment rien n'indique que la campagne anti-corruption ira au-delà des proches de l'ancien président.

Les preuves nombreuses sur les transactions commerciales de Prinvest en Angola et les accords opaques menés par le gouvernement angolais menacent le programme anti-corruption du gouvernement et risquent de gêner le président Lourenço. Une grande partie de la bonne volonté internationale à l'égard du nouveau gouvernement angolais a été fondée sur la volonté de Lourenço de faire œuvre de transparence et de poursuivre les anciens fonctionnaires impliqués dans des enquêtes récentes. La saga mise au jour actuellement risque également de saper les relations avec le FMI. En décembre 2018, le FMI a approuvé un prêt de 3,7 milliards de dollars américains sur trois ans au titre du mécanisme élargi de crédit. L'accord a été perçu comme une avancée positive pour encourager l'économie angolaise — encore loin de son plein potentiel. Son but était de donner une légitimité supplémentaire à la trajectoire réformatrice de l'économie entreprise depuis l'entrée en fonction de Lourenço en septembre 2017. Cependant, les perspectives immédiates de la trajectoire économique de l'Angola restent relativement faibles.

En 2018, l'économie angolaise a affiché des résultats inférieurs aux attentes en raison de la chute des revenus du secteur pétrolier et de la réduction des dépenses publiques. En pleine chute des prix du pétrole, l'intervention excessive du gouvernement conjuguée à des blocages administratifs et à un environnement commercial tout à fait défavorable, a entraîné une baisse importante de la production et des investissements. La productivité et les recettes réduites ont laissé l'Angola dans une situation précaire car le pays tire environ 95% de ses recettes de l'exportation du pétrole. Les pertes de productivité sapent non seulement les efforts déployés pour réduire le déficit budgétaire, qui est passé de 7% à 3,4% — et la dette d'environ 60% à environ 55% — mais

elles pèsent également sur la capacité du pays à financer ses dépenses ordinaires.

Fin 2018, les marges de manœuvre extérieures et financières de l'Angola avaient atteint leur plus bas niveau en sept ans. Les réserves internationales brutes du pays sont passées de 27 milliards de dollars en 2014 à 16,2 milliards de dollars fin octobre 2018. Malgré un excédent du compte courant, la banque centrale du pays, la Banque nationale d'Angola (BNA), a continué tout au long de l'année 2018 à déployer ses réserves afin de permettre une dépréciation ordonnée de la monnaie locale et d'accroître les liquidités en monnaie étrangère dans le cadre d'une économie à court d'argent. En 2018, le kwanza s'est déprécié de 46% par rapport au dollar américain après le passage de la BNA d'un ancrage fixe du kwanza au dollar à un système d'enchères hebdomadaires de devises.

La pression sur le secteur bancaire s'est encore accrue au cours de l'année dernière. Début janvier, la BNA a retiré les licences de Banco Mais et Banco Postal, deux petits prêteurs qui devraient être déclarés en faillite. Les deux banques n'avaient pas respecté l'échéance du 31 décembre pour se conformer aux nouvelles exigences de fonds propres. Ces développements ont jeté des doutes sur la solvabilité de l'État et la santé du secteur bancaire. La stabilité financière est menacée par des risques de crédit accumulés et par la difficulté des actionnaires à injecter des capitaux. Cela peut créer un cercle vicieux de dépréciation de la monnaie locale, de détérioration de la qualité des actifs et de dégradation des réserves en capitaux propres.

Malgré son importante richesse en ressources naturelles — y compris le potentiel de production de plus de deux millions de barils de pétrole par jour à pleine capacité — le malaise économique de l'Angola était tel que le pays n'avait guère d'autre choix que de recourir au FMI à la fin de l'année dernière.

La réputation récemment établie du pays en matière de transparence, de bonne gouvernance, ainsi que du respect des Droits de l'Homme, se verront dégradés à mesure que la saga angolaise du Prinvest se révèle. De plus, les relations de l'Angola avec le FMI et la perspective d'une reprise économique en 2019 se heurtent à de nouveaux défis, car les investisseurs sont exposés à de nouveaux risques de réputation suite au débordement du scandale de la dette au Mozambique.